

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 30 (2014)

Artikel: Face à la guerre : le pacifisme et l'internationalisme
Autor: Heimberg, Charles
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-520246>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

FACE À LA GUERRE : LE PACIFISME ET L'INTERNATIONALISME

CHARLES HEIMBERG

«J'avais dit à ma femme ma préférence, si cela avait été un petit garçon, je l'aurais appelé Jean en souvenir de Jean Jaurès, car si nous avions eu beaucoup d'hommes comme lui, je ne serais pas où je suis ; comme c'était une petite fille, elle s'appelle Jeanne. M'approuves-tu ? C'est une chose que je n'ai dite à personne !»

Lettre de Charles Patard à son frère Joseph, 19 avril 1915

Les guerres et les fascismes sont des menaces qui ont sans cesse préoccupé le mouvement ouvrier. Pour les prévenir et les contrer, le pacifisme, l'internationalisme et l'antifascisme ont été de constants points de repères dont la nature et les contenus ont toujours été pluriels, non sans évoluer en fonction de chaque contexte historique. Ces trois éléments cardinaux des valeurs ouvrières et de la lutte pour l'émancipation sociale n'ont certes pas toujours prévalu de la même manière, ou alors d'une façon parfois ambiguë. L'internationalisme a toujours cohabité avec la rage d'être inclus de subalternes qui n'ont d'abord trouvé les premiers germes de droits sociaux que dans l'État-nation, en acceptant ou pas que ces droits soient soustraits à d'autres qui, en effet, n'étaient pas inclus. L'antifascisme émerge dans l'entre-deux-guerres face à des régimes autoritaires, des dictatures de masse qui exercent d'emblée une violence exacerbée contre leurs adversaires, en particulier les organisations ouvrières, mais aussi contre des boucs émissaires. Quant à la lutte face à la guerre et au militarisme, elle est constamment présente et rendue nécessaire dans toutes les étapes de l'époque contemporaine alors même que la question de la défense nationale ne cesse de constituer l'un des points de friction majeurs dans le processus d'intégration du mouvement ouvrier au sein des institutions bourgeoises dominantes.

Le pacifisme et l'internationalisme, en fonction de contextes distincts, n'ont pas toujours affronté les mêmes problèmes ni revêtu le même sens. L'histoire étant d'abord une science du changement et des différences, elle repère bien évidemment des éléments de continuité, mais elle met également en évidence des ruptures, des spécificités, les transformations d'un problème qui ne se représente jamais exactement de la même manière au fil du temps. Ainsi, le pacifisme et l'internationalisme ont parfois donné lieu à des formes de compromission, comme par exemple autour de la notion de guerre défensive. Ils ont été confrontés à des guerres différentes, qu'une historiographie bien dans l'air du temps, mais réductrice, voudrait confiner dans une même matrice¹; des guerres au sein desquelles les engagements des acteurs n'ont pourtant pas été de même nature. En outre, alors que nous vivons une époque de crispation identitaire dont nous ne mesurons pas forcément toutes les conséquences funestes², les valeurs liées au pacifisme et à l'internationalisme ont perdu une grande part de leur centralité au cœur des univers mentaux les plus contemporains; ils sont ainsi devenus particulièrement difficiles à transmettre et à enseigner.

Le contexte inédit de l'entrée dans un long centenaire de la Grande Guerre a conduit les *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* à consacrer un premier dossier aux postures du mouvement ouvrier face à la guerre, au pacifisme et à l'internationalisme. Certes, en Suisse, l'historiographie de cette période de la Grande Guerre reste plutôt discrète. L'image d'une époque de tension et de division intérieures potentielles n'a en effet guère favorisé les travaux et les publications sur cette période. La figure d'une Suisse neutre et humanitaire a pris nettement le dessus dans les représentations sur les tensions internes entre francophiles et germanophiles; sur l'incapacité surtout de l'État fédéral à gérer sur les plans économique et social cette situation inédite d'un pays non belligérant, et officiellement neutre, parmi des pays en guerre; sur la paupérisation des populations ouvrières urbaines alors que d'autres réalisaient des profits de guerre; ainsi que sur la présence et les activités d'une mouvance pacifiste et internationaliste encore pleine de diversité

1 Pour une critique de cette approche matricielle des deux guerres mondiales, voir le dossier de la revue *En Jeu. Histoire & mémoires vivantes*, Paris, Fondation pour la mémoire de la déportation, n° 3, 2014.

2 Jean-Claude Kaufmann, *Identités, la bombe à retardement*, Paris, Textuel, 2014.

avant l'affirmation de la révolution russe et de l'Internationale communiste. De nombreuses questions restent pourtant posées aux historiens³, notamment sur l'existence réelle, au sein de la population, d'un fossé entre les zones culturelles; sur les effets du contexte de la guerre quant à la dimension de genre dans la société; sur les nuances devant être apportées à ce tableau en fonction des espaces géographiques ou des phases de la guerre, etc. Toutefois, de nouvelles thèses, de nouvelles publications et des programmes de recherche en cours vont sans doute déboucher sur un certain renouvellement historiographique dans le contexte de cet anniversaire⁴.

L'historiographie critique de la Grande Guerre, loin de s'enfermer dans une perspective seulement culturaliste, interroge à nouveaux frais les expériences combattantes, les apports des nombreux témoignages qu'elles ont suscités, la complexité du faisceau de causalités qui ont rendu cette guerre possible et ses conséquences pour toutes les strates de la société de l'époque⁵. Elle s'intéresse au rôle central de l'État et à son fonctionnement dans la conduite de la guerre. L'image de l'union sacrée qui semble avoir déferlé au cœur de l'été 1914 dans tous les pays belligérants, balayant ainsi les intentions et la résistance potentielle des internationalistes et du mouvement ouvrier, mérite elle aussi de

3 Conrad Kuhn et Béatrice Ziegler en signalent quelques-unes dans «La Grande Guerre et la Suisse. Le récit scientifique dominant et la mémoire», *Le cartable de Clio* n° 12, Lausanne, Antipodes, 2012, pp. 59-70.

4 Voir le dossier «1914-1918: nouvelles approches et perspectives de recherche en Suisse», *Revue suisse d'histoire*, vol. 63, n° 3, 2013, avec notamment des contributions d'Alexandre Elsig (propagande allemande en Suisse) et de Patrick Bondallaz (diplomatie humanitaire) sur le thème de leurs thèses en cours; Georg Kreis, *Insel der unsicheren Geborgenheit. Die Schweiz in den Kriegsjahren 1914-1918*, Zurich, NZZ Verlag, 2014. Une recherche FNS également en cours porte le titre «Die Schweiz im Ersten Weltkrieg Transnationale Perspektiven auf einen Kleinstaat im totalen Krieg» (site consulté le 18 mai 2014): <http://www.fswuzh.ch/personenaz/lehrtuhltanner/forschungsprojekte/aktuell/schweizweltkrieg1.html>.

5 Parmi de nombreuses références: Frédéric Rousseau, *La guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18*, Paris, Seuil, 1999 (rééd. 2014); Rémy Cazals & Frédéric Rousseau, *14-18, le cri d'une génération*, Toulouse, Privat, 2001; Antoine Prost & Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Seuil, 2004; Rémy Cazals & al., *La Grande Guerre. Pratiques et expériences*, Toulouse, Privat, 2005; André Loez & Nicolas Offenstadt, *La Grande Guerre. Carnet du centenaire*, Paris, Albin Michel, 2013; François Buton & al. (dir.), «L'ordinaire de la guerre», *Agone*, n° 53, Marseille, 2014; voir aussi le site <http://crid1418.org/>, consulté le 27 mai 2014.

nouvelles interrogations. Sa réalité sur le terrain a bien vite déçu des intellectuels qu'elle n'avait pas laissés insensibles⁶. Elle n'est par ailleurs guère exprimée dans les nombreux témoignages écrits par les poilus, dont une partie se présentent en tant que reconstruction ultérieure, mais qui doivent être pris au sérieux dans une perspective critique⁷. En outre, l'analyse raisonnée de la réalité de l'union sacrée nécessite de faire vraiment de l'histoire en prenant en considération la complexité du problème qu'elle soulève.

Faire de l'histoire? Mais à quelles conditions? Citant Marc Bloch, Carlo Ginzburg a récemment rappelé que «les hommes n'ont pas coutume, chaque fois qu'ils changent de mœurs, de changer de vocabulaire»⁸. Il résulte alors de cette divergence une ambiguïté sémantique qui le conduit à nous inciter à ne pas confondre le langage de l'observateur et celui de l'acteur. Ainsi, les questions que nous posons au passé avec nos propres codes et à partir de nos propres interrogations sont forcément anachroniques. Toutefois, précise Ginzburg, elles doivent rester des questions. Du côté des réponses, il y a alors lieu de s'en tenir avec toute la prudence requise à l'étrangeté du passé, c'est-à-dire de procéder par cet «estranagement»⁹ qui mène le chercheur à faire un pas de côté et à mesurer toute la différence qui émane de ce que les acteurs du passé expriment en évitant de considérer trop rapidement pour sûre et bien établie la réalité que l'on cherche à reconstruire et que l'on croit percevoir.

6 Nicolas Mariot, *Tous unis dans la tranchée? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Paris, Seuil, 2013.

7 Voir l'œuvre critique de Jean Norton Cru, *Témoins. Essai d'analyse et de critique des souvenirs des combattants édités en français de 1915 à 1928*, Frédéric Rousseau (éd.), Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 2006 (1re éd. 1929). Et deux exemples de témoignages qui ne relèvent pas d'un consentement patriotique à la guerre: *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, Rémy Cazals (éd.), Paris, La Découverte, 2003 (1re éd. 1977); et Charles Patard, «*Si on avait écouté Jaurès*». *Lettres d'un pacifiste depuis les tranchées. Notes de guerre et correspondance 1914-1917*, Isabelle Jeger (éd.), Toulouse, Privat, 2014.

8 Carlo Ginzburg, «Nos mots et les leurs. Une réflexion sur le métier de l'historien, aujourd'hui», in Sandro Landi (dir.), «L'estranagement. Retour sur un thème de Carlo Ginzburg», *Essais. Revue interdisciplinaire d'Humanités*, n° hors-série, 2013, pp. 191-210. Pour la citation de Marc Bloch: *L'Histoire, la Guerre, la Résistance*, Paris, Gallimard, 2006, p. 872.

9 Carlo Ginzburg, *À distance. Neuf essais sur le point de vue en histoire*, Paris, Gallimard, 2001 (éd. italienne, 1998).

L'union sacrée, c'est la défaite du pacifisme et de l'internationalisme qu'a signifié l'entrée en guerre d'août 1914; c'est la manière dont une partie décisive des acteurs du mouvement ouvrier, en particulier ses élus, se sont ralliés si ce n'est au militarisme, au moins à la légitimité malheureuse de la guerre; c'est l'écho du constat d'une mobilisation militaire de masse qui a été mise en place par un État qui s'est affirmé, qui s'est engagé de fait très rapidement et qui n'a guère trouvé d'opposition. Mais comment la définir? Comment la décrire? Comment l'expliquer? Et quelles en ont été la durée et la profondeur réelles?

Face à ces interrogations, évitons en tout cas de calquer nos représentations contemporaines sur le passé; évitons de nous poser des questions qui ne pouvaient pas se poser dans le contexte de l'époque; et examinons les faits en tenant compte à la fois des expériences des acteurs et de certains éléments de complexité qui découlent notamment de la pluralité des temporalités, car la guerre a été longue; mais aussi de la complexité des données géographiques, qui se joue pour la Suisse en fonction des aires linguistiques, mais tout autant entre ville et campagne, ou encore en rapport avec la proximité de la frontière, voire avec celle des fronts franco-allemand et italo-autrichien, etc.

Il n'est pas vraiment étonnant que les différents acteurs du mouvement ouvrier de ce début du XX^e siècle se soient reconnus en même temps plusieurs identités, plusieurs cadres de référence, parfaitement coprésents dans leur esprit. Ils ont pu être suisses ou étrangers; parler la langue en usage dans leur lieu de domicile mais en parler aussi une autre; ils ont pu être attachés à leur ville, à leur canton, à leur pays, mais aussi, tout autant, au lieu de leur naissance, ou même aux idéaux internationalistes; ils ont pu se reconnaître fortement dans leur identité professionnelle tout en ne se considérant pas moins comme partie prenante d'un ensemble bien plus général se rapportant au monde ouvrier; ils et elles ont encore eu l'occasion de s'insérer dans des sociabilités spécifiques, certaines étant notamment liées à une dimension de genre, etc.

Mais il y a aussi lieu de se demander quels rapports de force auraient été nécessaires pour pouvoir arrêter cette guerre, ou cette mobilisation militaire. C'est en effet tout un écart qui s'observe entre les déclarations d'intentions les plus généreuses et les plus téméraires issues du mouvement ouvrier et la possibilité même de les mettre en application. Du point de vue de l'Internationale, seule une grève générale simultanée

dans tous les pays belligérants aurait peut-être pu arrêter cette guerre, sans doute dans une perspective révolutionnaire. Mais un tel cas de figure n'était pas réaliste, il n'était pas à l'ordre du jour. Et c'est bien cet état de fait, cette affirmation des impérialismes et des États qui les portaient, qui a donné à la guerre son caractère inéluctable.

Toutefois, l'élément le plus fondamental de ce travail d'histoire consiste à rendre compte de l'expérience subjective des acteurs, de tenter d'expliquer de leur point de vue ce qui a rendu possible la guerre et tout ce qui l'a accompagné. Il s'agit ici de reconstruire les présents du passé, c'est-à-dire d'être avec ces acteurs dans leur présent, situé pour nous dans le passé, y compris en tenant compte des incertitudes qu'ils ressentaient alors. Dans cette perspective, en ce qui concerne le mouvement ouvrier, il s'agit en fait de bien distinguer les contenus de la propagande des expériences réellement vécues par les acteurs, mais aussi d'aller au-delà d'une histoire-congrès au profit d'une «véritable histoire sociale du mouvement ouvrier et socialiste»¹⁰.

Les travaux de Marc Vuilleumier¹¹ ont largement montré en quoi le rapport à l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse demeurerait marqué par le conservatisme du récit national dominant, en l'absence d'une construction narrative alternative au sein de l'État-nation, alors qu'il en a pourtant développé une concernant d'autres espaces, notamment à propos de l'écrasement sanglant de la Commune de Paris. Pour ne prendre qu'un exemple teinté d'ironie, le journal socialiste *Le Peuple* constatait avec plaisir que «la bourgeoisie n'oublie pas ses origines révolutionnaires»¹²; en effet, «la révolte légitime de nos ancêtres ne fut rien d'autre qu'une révolution. Outrés d'être asservis politiquement et économiquement aussi, les paysans des petits cantons se débarrassèrent de leurs maîtres, de leurs exploiters». Or, précisément à cette époque, le choix d'attribuer une origine médiévale à l'État fédéral moderne faisait écho en Suisse à une forme de réconciliation des anciens adversaires du Sonderbund pour mieux faire face à la montée des mouvements sociaux. Il s'agissait donc bien ici d'un récit conservateur de repli sur soi,

10 Marc Vuilleumier, «À propos d'un centenaire. Congrès socialiste internationale de Bâle, 1912-2012», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, Lausanne, AÉHMO & Éditions d'en bas, n° 29, 2013, pp. 133-145, 145 pour la citation.

11 Marc Vuilleumier, *Histoire et combats. Mouvement ouvrier et socialisme en Suisse. 1864-1960*, Lausanne & Genève, Éditions d'en bas & Collège du travail, 2012.

12 Édition du 5 août 1899.

contre une forme de menace étrangère. Rien à voir, on l'aura bien compris, avec l'internationalisme du mouvement ouvrier. Cet état de fait contribue de manière significative à expliquer la faiblesse de ce mouvement ouvrier quelques années plus tard au moment de faire face à une guerre de grande ampleur. Il rend compte des ambiguïtés qui s'observent constamment en la matière.

Une figure du mouvement ouvrier genevois, le socialiste Jean Sigg, incarne largement cette ambivalence par son parcours. En effet, il n'y a aucune raison de ne pas le croire lorsqu'il écrivait, en réponse à une invective de la presse bourgeoise, qu'il était en effet révolutionnaire: «*La fatalité de la révolution* (c'est [l'auteur] qui souligne) est la résultante des antagonismes contenus dans toute forme historique de l'économie et dont la gravité s'accroît sans qu'on songe à les adoucir, jusqu'au jour où ils provoquent l'insurrection des classes opprimées et la destruction de la constitution sociale en vigueur¹³.» Un an plus tard, c'est probablement le même Jean Sigg qui dénonçait l'armée et sa fonction répressive à l'égard du mouvement ouvrier: «Et ceci doit nous confirmer une fois de plus dans la conviction que nous avons: c'est que l'armée – et ses défenseurs le pensent sans oser l'avouer – n'est point tant faite pour l'ennemi du dehors, que pour celui du dedans, l'ouvrier¹⁴!» Lors de la grève générale genevoise de 1902, Sigg a été condamné et emprisonné pour avoir refusé sa mobilisation par l'armée pour intervenir contre les grévistes. Instituteur de formation et de fonction, devenu parlementaire au niveau cantonal, puis fédéral, il a ensuite été secrétaire ouvrier romand, et par conséquent intégré dans les rouages de l'État. Au cours de la Grande Guerre, il se rallie à la défense nationale et rompt avec le socialisme. À la fin de sa vie, il se fait élire de manière éphémère au Conseil des États sur une liste modérée et transversale. Or, cet itinéraire, loin de nous inciter à établir l'inéluctabilité de ce ralliement, ne doit pas nous mener non plus à renoncer à prendre au sérieux les premiers engagements de ce protagoniste¹⁵. Aucun regard téléologique ne doit

13 *Le Peuple de Genève*, 24 mars 1900.

14 *Ibid.*, 17 août 1901.

15 Sa notice biographique dans le *Dictionnaire historique de la Suisse* insiste sur ce dernier aspect de son parcours en taisant son opposition préalable à l'armée, et surtout en reliant explicitement le fait qu'il n'ait pas soutenu la grève générale de 1918 à son hostilité au bolchevisme, ce qui revient à lier l'une à l'autre comme l'ont fait abusivement les élites helvétiques pendant des décennies.

nous induire à minimiser les actions et les postures d'un acteur à un moment donné de son parcours par le simple fait de savoir qu'il va changer d'avis plus tard, dans d'autres circonstances et pour des raisons qui mériteraient une tout autre analyse. Il en va d'ailleurs de même pour des figures des milieux libertaires qui n'ont pas toutes eu la même attitude au cours de la Grande Guerre, comme par exemple Louis Bertoni, toujours intraitable, et Jean Wintsch, cédant aux sirènes de l'interventionnisme¹⁶.

En fin de compte, l'analyse critique de ce passé mène de manière concomitante à mettre à distance les grandes déclarations de certaines figures parmi les dirigeants socialistes, mais à prendre aussi au sérieux l'émergence d'une culture ouvrière hostile à la guerre, au militarisme et à l'asservissement des hommes. Et si ces acteurs du mouvement ouvrier, et si ce monde ouvrier, avaient autant écrit que ne le feraient plus tard les poilus au fond de leurs tranchées et de retour chez eux, sans doute pourrions-nous mieux rendre compte de leurs expériences subjectives en évitant de les enfermer dans des catégories et des visions trop lisses et trop ignorantes de la complexité du réel.

Ce dossier des *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, qui n'est qu'une première contribution dans le contexte de ce long centenaire de la Grande Guerre, comprend deux articles sur le mouvement ouvrier socialiste face à la guerre de 1914 en France et en Allemagne, l'un de Jean-Numa Ducange (Université de Rouen) qui interroge l'attitude et le champ des possibles des socialistes de ces deux pays juste avant le conflit; l'autre d'Alain Boscus (Université de Toulouse-Le Mirail) qui évoque la figure complexe de Jean Jaurès. Leurs propos rendent compte d'une problématique qui a aussi concerné le mouvement socialiste et ouvrier depuis la Suisse, même si les enjeux affrontés dans cet espace n'étaient évidemment pas de même nature en étant situés dans un pays non belligérant. Deux autres textes portent sur la lutte contre la guerre et le militarisme dans le contexte helvétique avant et pendant la Seconde

16 «En 1914, Wintsch bien qu'antimilitariste prit le parti des interventionnistes; seule la France, patrie de la révolution et des droits de l'Homme, saurait avec ses alliés défaire le militarisme allemand, ouvrant ainsi la voie à la suppression de tous les militarismes»: notice de Marianne Enckell in *Les anarchistes. Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2014, p. 491.

Guerre mondiale. Un ouvrage récemment réédité par Stéphane Garcia lui donne l'occasion d'évoquer la figure de son auteure, Henriette Rémi, une femme qui a témoigné de son expérience de secours à des «gueules cassées» victimes de la Grande Guerre au moment où une nouvelle déflagration s'annonçait à la toute fin des années trente. Enfin, Hadrien Buclin évoque un procès d'antimilitaristes en pleine guerre pour interroger à la fois le sens du refus de la défense nationale dans le contexte de la menace hitlérienne et la réalité d'une politique autoritaire et répressive telle qu'elle s'est développée en Suisse au cours de ces années.

